

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit d'Economie de Gestion et de Sociologie

(Domaine : Sciences de la Société)

Département Economie

(Mention Economie)

Mémoire de groupe fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Licence en Sciences
Economiques

Option : Economie Mathématiques

**TITRE : LA STRATEGIE D'INDUSTRIALISATION DANS LES PAYS
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT EN 1950-1990**

Présentés par :

Mlle RAVOMANANA Jeanne Asthélina	N ^o 335
Mr. RAZAFIMANANTSOA Santatry Ny Aina Hoseah	N ^o 337
Mr. RAZAKANIRINA Hubert Armand	N ^o 338
Mr. RAZAMPANJATO Belanonana Andrianirina Marson	N ^o 339

Encadreur : Madame Domoina RAMANANTSEHENO (Maitre de Conférences)

Examineur : Madame Holimalala RANDRIAMANAMPISOA (Maitre de Conférences)

Promotion : TSIRESY

Date de Dépôt : 30 Janvier 2017

Date de soutenance : 18 Janvier 2017

AU : 2015 /2016

REMERCIEMENTS

Ce travail n'a pu être abouti sans l'aide et le concours de plusieurs personnes auxquelles nous tenons à exprimer nos vifs remerciements.

- ✓ A DIEU tout puissant qui nous a donné la force pour la réalisation de ce travail.
- ✓ Le Département Economie
- ✓ A Monsieur le Doyen de la Faculté DEGS
- ✓ A tous les membres de jury qui nous a fait le grand honneur pour leur présence lors de la présentation de ce mémoire.
- ✓ A Madame RAMANANTSEHENO Domoina, notre maitre de conférences encadreur qui malgré ses lourdes responsabilités, a consacré beaucoup de son temps pour nous orienter.
- ✓ A Madame RANDRIAMANAMPISOA Holimalala, notre maitre de conférences examinateur
- ✓ A tous les professeurs de la Faculté DEGS
- ✓ A tout le personnel de la Faculté DEGS
- ✓ Vivement à tous ceux qui, de près ou de loin, ont œuvré à la réalisation de ce travail.

Nous vous disons alors du profond de nos cœurs : « Merci beaucoup ! ».

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
PARTIE I : APPROCHE THEORIQUE DES STRATEGIES	
D' INDUSTRIALISATION	3
Section 1 : LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT AUTO-CENTRE.....	3
1.1 L'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION AUX	
IMPORTATIONS (ISI).....	3
1.2 LES INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES.....	8
Section 2 : LE DEVELOPPEMENT EXTRAVERTI.....	11
2.1 L'EXPORTATION DE PRODUIT PRIMAIRE.....	11
2.2 L'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION DES	
EXPORTATIONS (ISE).....	13
PARTIE II : ANALYSE DE L'ECHEC OU LA REUSSITE DES STRATEGIES	
D'INDUSTRIALISATION DANS LES PED	16
Section 1 : LA STRATEGIE D'INDUSTRIALISATION EN AMERIQUE LATINE :	
CAS DE BRESIL.....	16
1.1 LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION	
AUX IMPORTATIONS.....	16
1.2 LA CRISE DE LA DETTE ET L'AJUSTEMENT STRUCTUREL.....	22
Section 2 : L'INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE:	
CAS DE MADAGASCAR.....	25
2.1 LE DEVELOPPEMENT AUTOCENTRE DE MADAGASCAR.....	25
2.2 PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL.....	30
CONCLUSION	34
BIBLIOGRAPHIE	VIII
RESUME	

LISTE DES ACRONYMES

BM : banque mondiale

BU : Building Up

CEPAL : Commission Economique pour l'Amérique Latine

DIT : division international de travail

FMI : fond monétaire international

HOS : Hecksher, Ohlin, Samuelson

IDE : investissement direct à l'étranger

ISE : industrialisation par substitution aux exportations

ISI : industrialisation par substitution aux importations

JIRAMA : Jiro sy Rano Malagasy

NPI : nouvel pays industrialisés

PAPMAD : Papeterie de Madagascar

PED : pays en développement

PE : promotion des exportations

PIB : produit intérieur brute

VP : Véhicule Privé

VU : Véhicule Union

WOB : Willys do Brasil

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Taux de croissance du Brésil de 1965 à 1983

Tableau n°2 : Structure des exportations (en % du total)

Tableau n°3 : Production de véhicule au Brésil

Tableau n°4 : L'impact de la croissance de taux d'intérêt

Tableau n°5 : Dette totale nette du secteur publique brésilien

Tableau n°6 : Investissement et production

Tableau n°7 : Production de l'électricité

Tableau n°8 : Production Textile dans le secteur secondaire

Tableau n°9 : Résultats macro-économiques et financiers du programme 1988-1993

LISTE DES SCHEMAS

Schéma n°1 : la remontée de filière

Schéma n° 2 : Production à travers l'effet d'entraînement

Schéma n° 3 : Procédure de la stratégie ISE

Schéma n°4 : Processus d'industrialisation au Brésil

GLOSSAIRE

Industrie : l'ensemble des activités économiques qui produit des biens matériels par la transformation et la mise en œuvre de matières premières.

Développement : c'est l'augmentation durable du niveau de production globale combinant d'un changement de mentalité et social de la population concernée.

Effet d'entraînement : c'est un mécanisme par lequel la croissance d'un secteur est censée entraîner l'expansion d'autres secteurs de l'économie du fait du poids ou de l'avancée technologique du secteur leader.

Remonté de filière : c'est un processus permettant de réaliser la production située en aval. En produisant un bien, on acquiert progressivement des techniques de production permettant de réaliser les facteurs de production nécessaire à sa fabrication. On peut alors ensuite produire en amont les biens intervenant dans la production du premier et ainsi de suite. A terme, il est possible de maîtriser l'ensemble d'une filière depuis l'aval jusqu'en amont.

INTRODUCTION

Depuis les années 60, la plupart des pays en développement (PED) ont hérité des structures économiques et sociales désarticulées du fait que les colonisateurs ont orienté leur production en fonction de leurs propres besoins provoquant un démantèlement des économies locales. Les PED se caractérisent alors par une structure économique et sociale qui constitue un obstacle à leur développement. Leur économie est basée au secteur primaire pour satisfaire les produits primaires utilisables à l'industrie des pays du nord. De plus, l'Etat est faible pour avoir une bonne gouvernance afin d'atteindre le développement. Les PED ont une structure économique déséquilibrée reposant sur un très fort secteur primaire peu productif et une très faible industrialisation. Ainsi, leur production est peu diversifiée et, du fait de la faiblesse du marché intérieur, leurs exportations sont fort dépendantes de l'évolution des cours mondiaux. Les PED ont aussi une structure sociale très inégalitaire. L'apparition de ces obstacles a provoqué la déstructuration de l'organisation sociale ; des pertes humaines ont été très lourdes. Ces obstacles ont empêché le processus de révolution industrielle dans les colonies. Or on doit savoir que l'économie industrielle est un champ de l'économie consacré à la compréhension du fonctionnement d'un marché en fonction de sa structure.

Quelques théories modernes de la croissance économique insistent que la croissance est un processus permanent de l'innovation technologique, de la modernisation et de la diversification de l'industrie qui permet l'amélioration des différents types d'infrastructures et d'arrangements institutionnels. Ces derniers constituent le contexte du développement de l'entreprise et la création qui peuvent être décrites brièvement comme transformation structurelle de l'économie. On assiste à la mise en place de l'industrialisation pour sortir le sous-développement des PED. L'industrialisation peut modifier la structure économique aux activités économiques modernes et peut être considérée comme une source d'externalités positives pour les autres secteurs. Il accumulerait l'augmentation potentielle de l'économie et par conséquent faciliter le développement économique.

L'industrialisation peut être appréciée comme un outil essentiel dans la création des postes de travail, de réduction de la pauvreté et de la promotion des politiques du développement régionales.

De plus, elle peut stimuler le progrès technologique et l'innovation qui peuvent être considérés comme des gains de productivité.

En effet, les pays développés ont découvert le rôle crucial de l'industrialisation incluse par la grande part du secteur industriel dans le PIB et ont soutenu leurs industries à travers les politiques ciblées et les investissements appropriés dans leurs institutions.

À la suite du processus de décolonisation dans la seconde moitié du XXe siècle, les pays nouvellement indépendants vont accomplir différentes stratégies fortement influencées par le contexte idéologique de l'époque pour sortir du sous-développement. À partir des années 1950, la plupart des PED vont adopter donc des stratégies d'industrialisation au détriment du secteur agricole. Mais, est-ce que ces stratégies d'industrialisation contribuent alors au développement des PED ? Pour répondre à cette problématique, on va étudier en première partie les cas théoriques des stratégies de développement dont le développement autocentré regroupant les industrialisations basées sur le développement du marché intérieur (cherche à remplacer les importations par l'industrie nationale) et le développement extraverti passant par une participation croissante au commerce international basé sur la promotion des exportations. Chacune de ces stratégies cherche à faire évoluer la structure de la production nationale vers des produits industriels plus élaborés. Les résultats de ces stratégies nous amènent à la deuxième partie de faire les analyses de l'échec ou de la réussite des stratégies de développement en illustrant le cas du Brésil et le cas de Madagascar.

PARTIE I : APPROCHE THEORIQUE DES STRATEGIES D' INDUSTRIALISATION

Dans les années 50, suite au processus de décolonisation, les pays souvent nouvellement indépendant doivent adopter des stratégies d'industrialisation pour favoriser leurs développements. La plupart des PED vont pratiquer la stratégie du développement autocentré mais la stratégie du développement extraverti pour les autres.

Section 1 : LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT AUTO-CENTRE

Dans cette stratégie, il s'agit de développer le marché interne des PED. Les pays qui sont structurées par une spécialisation défailante et une dégradation des termes de l'échange doivent suivre cette voie. Cette stratégie se divise en deux voies à savoir l'industrialisation par substitution aux importations et les industries industrialisantes.

1.1 L'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS (ISI)

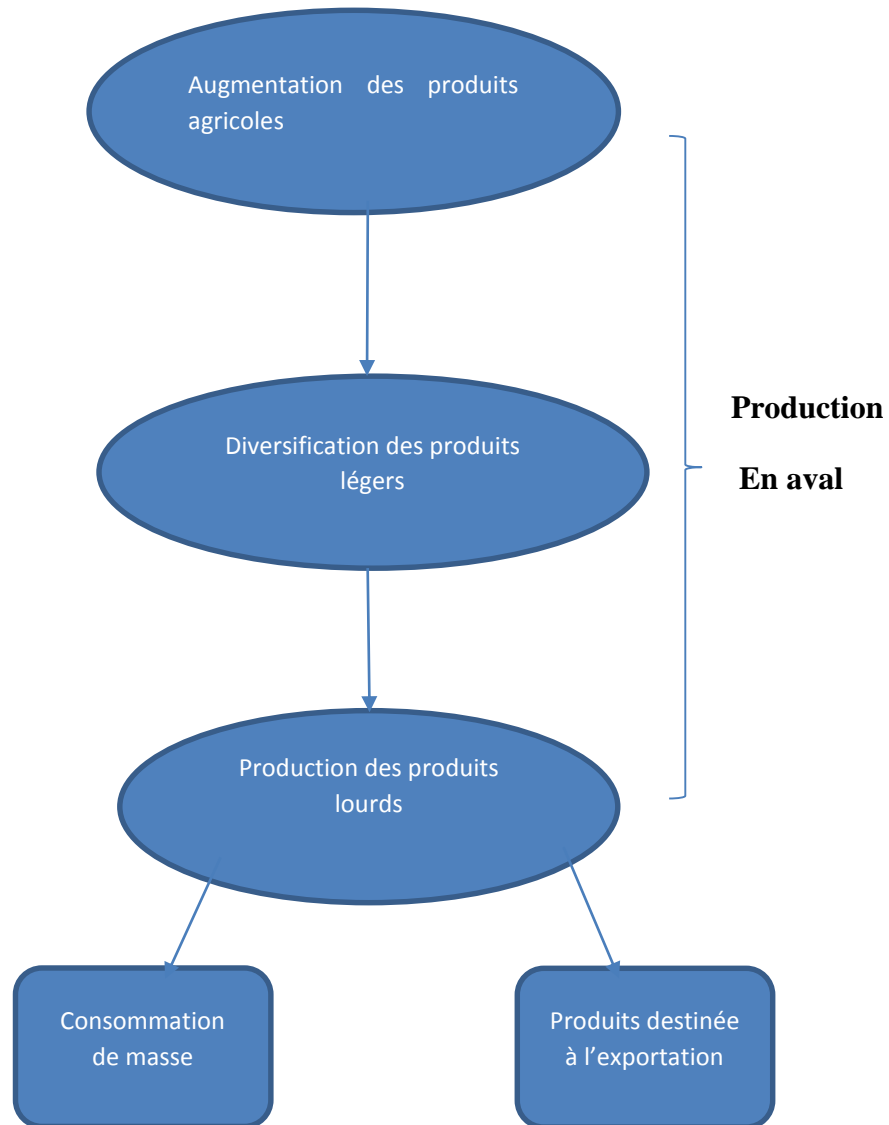
Pour favoriser l'industrialisation, seule la politique interventionniste de l'Etat peut permettre aux pays du tiers monde de surmonter les blocages qui entravent leur développement. Les années 1950-1960 sont celles du keynésianisme triomphant et beaucoup d'économistes du développement rejoignent ces thèses. Ainsi Gunnar Myrdal¹ considère que c'est l'établissement d'un Etat providence qui permettra la sortie du développement des PED.

Il existe plusieurs types de politiques menées par les PED durant les années 1960 jusqu' à nos jours ; celle de la substitution à l'importation se fonde sur des barrières tarifaires ou non tarifaires permettant au pays de produire lui-même ce qu'il importe à l' origine créant un développement autocentré. Elle a été mise en œuvre dans la plupart des PED plus précisément en Amérique Latine (CEPAL)².

Cette stratégie est une simple improvisation des grands pays d'Amérique Latine. Le pays en question va donc produire lui-même ce qu'il importait se mettant en situation d'indépendance par rapport aux autres pays d'où il importait.

¹ Gunnar Myrdal (1898-1987). Economiste Keynésien suédois, prix Nobel d'économie en 1974.

² Commission Economique pour l'Amérique Latine est une commission régionale de l'ONU fondée en 1948.



Source : conçu par nous même

Schéma n°1 : la remontée de filière

Dans cette stratégie, il s'agit d'abord de se libérer de la dépendance au commerce international c'est-à-dire une déconnexion³ signifiant la rupture du lien de dépendance avec le centre par le protectionnisme en se substituant progressivement la production aux importations. Elle assure le développement par une stratégie de remontée de filière⁴(schéma n°1) c'est à dire une répartition de l'investissement dans toutes les branches industrielles afin d'assurer une offre et une demande pour éviter toutes déséquilibres.

³ Amin, Samir (né le 1931), Economiste néomarxiste égyptien, La Déconnexion (1986).

⁴ Ragnar Nurske et Paul Rosenstein-Rodan : croissance équilibrée

Le pays doit produire des produits de consommation basique (biens alimentaires, textile), puis il produit ensuite des biens plus élaborés (biens manufacturés).

Il s'agit de stratégie par l'aval, elle doit donc aboutir à une production industrielle diversifiée assise sur un marché intérieur stable. L'ISI nécessite une réforme agraire pour redistribuer les revenus et la constitution de marchés intégrés régionaux. Elle présuppose une demande interne suffisante pour l'absorber et pour éviter une crise de surproduction.

L'idée pour les pays voulant s'industrialiser est que leur économie est dépendante des importations des produits manufacturés provenant de l'étranger. Il faut la réduction des biens de consommation simples pour cela, on utilise les ressources du pays et les fonds disponibles pour créer des entreprises nécessitant un faible savoir technique, par exemple les industries textiles. On réduit toujours les importations de certains biens d'équipement. Par exemple, la production de métiers à tisser c'est celle de machinisme. On remonte la pente en produisant des biens de meilleure qualité. Selon Gunnar Myrdal, il faut que le rôle de l'Etat augmente (Etat providence), il impose la diversification des industries, notamment par la création d'industrie lourde comme la cimenterie ou la sidérurgie, qui sont coûteuses mais rentables sur plusieurs décennies.

Le pays produit des biens de consommation durables, comme l'électroménager, l'électronique de loisir, l'automobile. On tente alors d'augmenter le poids de la classe moyenne consommatrice de ces produits, et d'ouvrir l'économie à l'étranger en favorisant l'installation sur le sol de firmes multinationales.

La diversification se poursuit jusqu'à ce que le pays soit en mesure d'exporter. L'industrie de haute technologie, qui requiert de gros investissements, est pressante.

On distingue deux phases dans le processus d'ISI.

- Les industries légères

La première, se développe dans les industries de biens de consommation (produits alimentaires, boissons, textiles, habillement, chaussures). Outre que la fabrication de ces produits fait appel à des techniques relativement normalisées et aisément accessibles aux industries du Sud. On estimait que les consommateurs pourraient absorber les coûts supérieurs de la production locale sans que le développement soit bouleversé.

- Les industries lourdes

Après la première phase, les pays ont le choix entre deux options : (i) s'orienter vers l'exportation à l'instar des pays de l'Asie du sud-est ou (ii) entamer une deuxième option de substitution dans les industries de biens intermédiaires, biens d'équipement et biens de consommation durables où l'intensité capitaliste et l'échelle de production sont plus élevées (Amérique Latine...).

La mise en œuvre de l'ISI confère un rôle majeur à l'Etat. Les économistes de la CEPAL proposent une planification et une coordination des investissements appelée "planification industrielle " pour la distinguer de la planification socialiste. L'intervention de l'Etat est en principe conçue comme devant accompagner l'initiative privée (et non pas s'y substituer). L'Etat doit viser l'harmonisation et la coordination des investissements, il doit également s'intéresser à l'adéquation entre les investissements et les ressources financières disponibles tant internes qu'externes et, enfin, veiller à éviter d'importants déséquilibres à long terme de la balance des paiements.

L'industrialisation par substitution aux importations présente des avantages et aussi des limites pour les PED.

1.1.1 Les avantages de l'ISI

Selon Arthur Lewis⁵ : « La solution est de transférer le surplus de main d'œuvre du secteur traditionnel dans le secteur moderne où la productivité est croissante, afin de dégager des taux de profits croissants et donc un taux d'épargne suffisamment important pour lancer le processus d'industrialisation ».

L'initialisation de l'ISI est la suivante: un pays recourt à une stratégie d'industrialisation volontariste en transférant des profits issus du secteur d'exportation (agricole...) aux entrepreneurs industriels naissants qu'ils soient privés ou publics.

Dans un premier temps, il convient de déterminer les débouchés importants du marché intérieur, tels qu'elles reflètent l'évolution des importations. Il s'agit ensuite de s'assurer de la faisabilité du projet, c'est à dire de la capacité des industries locales à mobiliser les facteurs de production et à maîtriser les techniques de production ou de la volonté des investisseurs étrangers de participer au projet. Enfin, il faut ériger des obstacles protecteurs pour assurer la rentabilité de la production locale.

⁵ Lewis, Arthur (1915-1991). Economiste britannique, prix Nobel en 1979

L'ISI suppose l'érection de barrières protectrices pour le marché domestique. L'instauration de droits d'entrée et de restrictions quantitatives sont de mise en œuvre facile, alimentent le budget de l'Etat et incitent dans une certaine mesure les investissements directs étrangers. La politique du taux de change peut être utilisée comme un mécanisme tendant à faciliter les transferts intersectoriels de profits. Le principe de base consiste en un système de taux de change qui surévalue la monnaie nationale subventionnant ainsi l'importateur (le secteur industriel) aux dépenses de l'exportateur (le secteur agricole).

Il est également possible d'envisager un système de taux de change multiples censé permettre de sélectionner les importations en fonction des besoins jugés prioritaires de l'industrialisation.

1.1.2 Les limites et les critiques de l'ISI

Cela implique aussi des limites. Celle-ci est pour la plupart du temps le fait que le marché intérieur n'est pas assez développé ou bien trop restreint pour permettre un développement de la nouvelle économie locale.

De plus, le pouvoir d'achat de la population n'est souvent pas suffisant pour faire décoller l'industrie naissante. Inhérent à cela, l'investissement ne peut être rentabilisé à 100% par la demande insuffisante. Dans le cas pratique et concernant les inconvénients, cette stratégie est difficile à mettre en œuvre particulièrement à cause du marché de consommation intérieure qui s'est révélé insuffisant pour absorber la production. Dans le cas d'une industrialisation régionale comme cela a été le cas en Amérique Latine, la concurrence est rude entre les pays.

Au cours des années soixante, un certain nombre de pays ayant mis en œuvre des stratégies d'ISI ont vu leur taux de croissance baisser et même stagner. Les économistes ont tenté de dégager les causes de cette tendance.

- Les critiques néoclassiques

Pour les néoclassiques, l'ISI a véhiculé l'ensemble des inconvénients attachés à une forte protection du marché intérieur assurée par des droits de douane et/ou des restrictions quantitatives. On retrouve les arguments du débat entre protectionnisme et libre-échange.

L'ISI a engendré un secteur industriel inefficace caractérisé par une faible productivité, des coûts élevés, une faible utilisation des capacités de production, une création insuffisante d'emplois...

Par exemple, surtout dans la deuxième phase du processus d'ISI, les pays ont adopté des techniques de production capitalistiques grâce à la surévaluation du taux de change qui facilitait l'importation de biens d'équipement et grâce à des taux d'intérêt réels faibles voire négatifs.

Dans la plupart des cas, l'ISI n'a pas atteint son objectif de desserrement de la contrainte extérieure. De plus, la protection a généré des comportements de recherche de rente obérant l'efficacité économique nationale.

- Les critiques structuralistes

Pour les structuralistes, les dysfonctionnements de l'ISI sont imputables au déséquilibre des structures sociales qui conduit l'industrialisation vers une impasse. En effet, la forte inégalité de la répartition des revenus oriente l'industrialisation vers la satisfaction de la demande issue des classes sociales à haut revenu. Cela se traduit par la mise en place d'industries produisant des biens de consommation durables (automobiles, matériel audiovisuel...) qui utilisent des techniques capitalistiques et accroissent les besoins de devises. Dans cette orientation de l'industrialisation vers la satisfaction des besoins d'un petit nombre de privilégiés, il convient de souligner la collusion existante entre les firmes multinationales, la bourgeoisie nationale et l'appareil d'Etat.

Cette stratégie permet de maîtriser l'ensemble d'une filière depuis l'aval jusqu' en amont mais une autre voie de développement autocentré aussi consiste de construire une industrie par l'amont et non par l'aval c'est à dire à travers l'effet d'entraînement.

1.3 LES INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES

Cette thèse se réfère à la croissance déséquilibrée de François Perroux et Albert Hirschman sur la concentration des investissements dans le secteur moteur de l'économie et à travers l'effet d'entraînement (Schéma n°2) suscitant une croissance généralisée.

Cette stratégie est le fruit des théories les plus radicales du sous-développement. En effet, elle est censée réduire rapidement la dépense des pays du Nord et conduire à l'indépendance économique, financière et technologique du pays, compléments nécessaires de l'indépendance politique.

Pour participer à cette stratégie, il faut une politique volontariste de l'Etat à travers une planification publique⁶. Il faut éviter de gaspiller les investissements dans les branches industrielles qui n'ont pas des retombées positives. Cette stratégie amène l'Etat à orienter les investissements à la place du marché car la faible rentabilité initiale de ces investissements découragerait des acteurs privés. Les gains de productivité dégagés par l'industrie lourde favoriseront la croissance tout entière. Le secteur primaire doit lui fournir les biens de consommation intermédiaires à l'industrie et des débouchés aux biens d'équipement qui y sont produits. Il faut assurer une demande interne suffisante pour éviter des crises de surproduction et une politique de redistribution de revenu pour éviter les inégalités sociales.

Au cours de la transition, le rôle de l'agriculture est souligné. Ce secteur se voit attribuer un double rôle. D'une part, l'agriculture doit fournir de la main d'œuvre au secteur industriel ainsi que des subsistances. D'autre part, la modernisation des techniques culturales (mécanisation) doit fournir de marché à l'industrie. L'industrie doit fournir des biens d'équipements, des services de base (électricité, irrigation) et des produits chimiques (engrais, pesticides...).

Ainsi, l'agriculture accroît son surplus permettant à ces industries de se reproduire de façon élargie pour industrialiser encore plus l'agriculture et d'autres industries. C'est-à-dire que dans un second temps, grâce au jeu des effets d'entraînement espérés, l'investissement s'orientera vers des industries de transformation tournées vers la consommation.

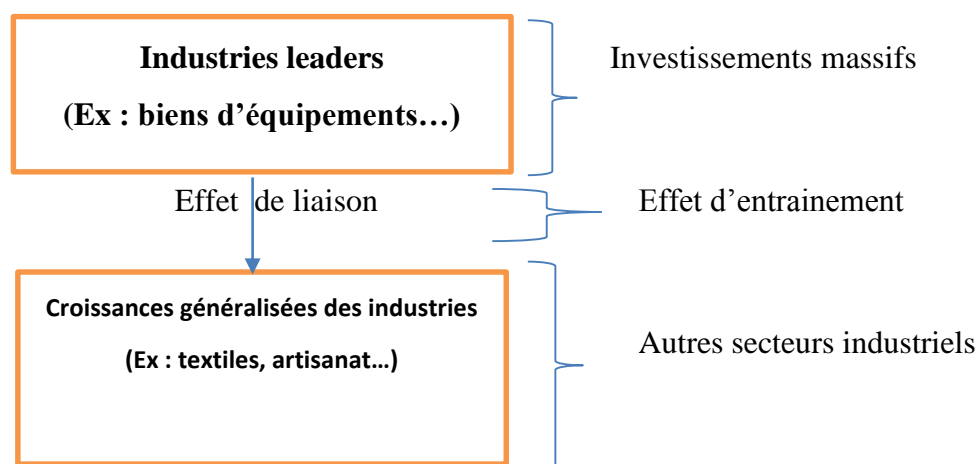


Schéma n° 2 : Production à travers l'effet d'entraînement

⁶ Plans quinquennaux indiens à partir de 1948

1.2.1 Avantages de la stratégie des industries industrialisantes

A travers la déconnexion (voir page4) de Samir Amin, le budget de l'Etat va augmenter grâce à une barrière douanière et on peut aussi assurer la protection des industries naissantes. De plus, la construction de l'industrie lourde va développer les activités situées en amont du système productif (sidérurgie, métallurgie, production énergétique, chimie de base...), car elles sont censées avoir des effets d'entraînement sur le reste de l'économie. Elle va développer l'économie entière. En effet, il n'y a pas alors de gaspillage de capital dans les branches qui n'auront pas des retombées positives sur toute l'économie. Les produits primaires ne doivent pas donc à exporter ou trouver un contact au commerce international mais pour satisfaire les besoins de l'industrie local. Les industries ont alors besoins de matières primaires, les productions doivent être à augmenter. S'il en est, le secteur primaire devient aussi comme l'un de source de l'accroissement de revenu national et ainsi de suite pour les autres secteurs.

1.2.2 La limite des industries industrialisantes

Les limites de la stratégie des industries industrialisantes peuvent être entrainantes comme les coûts de production sont restés élevés à cause d'une dimension gigantesque des entreprises et d'une utilisation réduite de la capacité de production. Les prix ont été fixés autoritairement par l'Etat à un niveau faible, mais cela a entraîné l'apparition de déficit dans les entreprises concernées et la nécessité de la subvention de l'Etat a donc de ponction sur les autres secteurs. La formation d'entreprises publiques en situation de monopole dans le cadre de marchés protégés, n'a pas contribué à l'innovation, à la fabrication de produits de qualité ni d'une façon générale au dynamisme de l'économie. Les investissements dans les industries très capitalistiques, et à haute technologie, ont entraîné une dépendance vis-à-vis de l'étranger et une faible absorption de la main d'œuvre aggravant le chômage et l'émigration.

En conclusion, il apparaît que cette stratégie se fonde sur des industries lourdes qui ont vu leur pouvoir « entraînant » s'éroder avec le temps. Cette stratégie a été développée dans un cadre quasi-autarcique et un marché trop étroit.

Section 2 : LE DEVELOPPEMENT EXTRAVERTI

Depuis la fin des années 1960, l'analyse libérale critique les politiques protectionnistes adoptées par plusieurs PED. Dans cette stratégie, le sous-développement est causé par une trop faible insertion dans le commerce international et que la voie du développement passe par la spécialisation croissante dans l'exportation.

Une première voie de cette stratégie s'agit de l'exportation de produits primaire et une autre voie c'est la promotion des exportations(PE) ou industrialisation par substitution à l'exportation (ISE).

2.3 L'EXPORTATION DE PRODUIT PRIMAIRE :

Pour les libéraux dans le cadre de division internationale de travail (DIT), les PED doivent se spécialiser aux productions là où ils disposent des avantages comparatifs⁷ par rapport aux autres pays. La théorie de l'avantage comparatif de David Ricardo signifie qu'un pays qui produit deux biens x et y, avec x est plus avantageux que y, alors ce pays va se spécialiser à la production du bien x. Le choix de spécialisation sera mutuellement avantageux pour le PED. Cet avantage comparatif dépend de la dotation en facteurs de production du pays concerné : main-d'œuvre, ressource naturelle, capital technique. En se spécialisant des matières premières, les ressources financières tirées de ces exportations doivent permettre d'importer des biens d'équipement pour pratiquer l'industrialisation du pays. C'est pourquoi que les PED dotant des ressources naturelles abondantes comme le pétrole doivent se spécialiser dans le commerce international et ils vont suivre une stratégie classique de spécialisation dans l'exportation de ces produits primaires : ressources naturelles, produits agricoles, etc.

Les théories classiques (Smith, Ricardo) et néo-classiques HOS⁸ (Heckscher, Ohlin, Samuelson) ont montré que l'échange des biens et services entre résidents et non-résidents était mutuellement avantageux à condition d'accepter la division internationale du travail(DIT)⁹ et d'aboutir les obstacles tarifaires ou non tarifaires qui l'entravent.

Un pays a intérêt à se spécialiser dans le secteur où il a le plus grand avantage comparatif, c'est-à-dire celui dans lequel ses facteurs de production (capital et travail) auront

⁷ Travaux de David Ricardo sur les Avantages Comparatifs, 1817

⁸ Le modèle HOS est le « modèle standard » de la théorie du commerce international, 1933

⁹ Recherche sur la nature et la cause de la richesse des nations, Adam Smith, 1776

la productivité la plus productive à plusieurs avantages. En abandonnant les secteurs pour lesquels il est relativement moins efficace, il va libérer de la main d'œuvre dont on peut être utilisé dans le secteur le plus productif ce qui va augmenter le niveau général de la productivité et accroître la richesse produite. La division internationale du travail est donc la source de croissance. Cette richesse supplémentaire pourra être exportée ce qui permettra de gagner des devises dont serviront au financement des investissements et de la croissance. Les extérieurs contribuent donc à la croissance. En se spécialisant, le pays est obligé d'importer à moindre coût les produits qu'il ne fabrique pas. Si les droits de douane ne viennent pas alourdir le prix des produits importés, le pays va pouvoir importer à moindre prix des produits qu'il ne sait pas faire de façon compétitive.

Une augmentation du pouvoir d'achat des ménages vont pouvoir augmenter et diversifier leur demande. De plus, une augmentation des exportations des pays sont spécialisés dans ces produits. Ils vont s'enrichir à leur tour et importer davantage.

2.1.2 Les avantages de l'exportation de produit primaire

Selon le théorème HOS en se spécialisant dans les biens, qui utilise le facteur de production dont il dispose en abondance, le pays va favoriser la convergence des économies. Les pays richement dotés en travail (pays à bas salaire) disposent d'une supériorité dans les productions intensives en main d'œuvre, telles que le textile, les jouets, les produits électroniques par exemple. D'où une forte demande de travail qui va rendre le facteur de travail plus rare et plus cher. De même, les pays qui ont des capitaux importants vont se spécialiser dans les industries à forte intensité de capital (aéronautique, produits chimiques, automobile...) ce qui va rendre le coût du capital plus élevé. Le coût des facteurs de production est donc appelé à se rejoindre d'un pays à l'autre ce qui signifie que les niveaux de vie et les taux de profits ont tendance à s'égaliser.

2.1.2 Les limites de l'exportation des produits primaire

Malgré quelque réussite, les spécialisations dans les produits primaires vont subir de nombreux échecs. Selon les keynésiens, les pays souffrent dans l'exportation car le prix de produits importé excède le prix de produits exporté ce qui va entraîner la dégradation des termes de l'échange.

Dans les pays développés, les exportations sont constituées par des produits manufacturés, biens les plus élaborés et ensuite leur politique protectionniste rend le prix de produit plus cher alors les PED se voient pour réduire dans la spécialisation, c'est pourquoi

que selon Raul Prebisch¹⁰ : « La spécialisation dans les produits primaires des PED et la dégradation des termes de l'échange sont la cause de leur développement ».

2.2 L'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION DES EXPORTATIONS (ISE)

Cette stratégie est appelée aussi la promotion des exportations. C'est à Hong Kong et à Singapour où on a pratiqué cette stratégie pour la première fois dans les années 1950. Et la Corée du sud et Taiwan ont aussi pratiqué dans les années 1960-1970. Cette voie est le fait de remplacer les exportations des produits primaires en produits de plus en plus élaborés à plus forte valeur ajoutée. On peut substituer progressivement aux exportations des produits primaires en produits manufacturés grâce à la remontée de filière en intégrant progressivement du progrès technique et en assurant la formation de la main d'œuvre.

Il s'agit de remplacer les exportations des produits traditionnels par des produits nouveaux en profitant de la dynamique des avantages comparatifs (faibles coûts de main d'œuvre, exploitation et valorisation progressive des matières premières...). Ainsi, dans un premier temps, le pays met à profit sa main d'œuvre à un bon marché et docile à produire et exporter des produits à faible valeur ajoutée (textile...). Par la suite, il entreprend une diversification par branche et une remontée de filière vers la production des biens à forte valeur ajoutée (biens de consommation durables, biens intermédiaires, biens d'équipement).

Selon ses promoteurs, l'ISE présente de nombreux avantages par rapport à l'ISI. Une production à moindre coût par rapport à une industrie protégée, des gains en devises supérieurs à ceux procurés par la réduction des importations ; des produits importés à moindre coût, un accès au marché mondiale permettent l'extension de la production nationale et génèrent des économies d'échelle, des effets d'apprentissage et une compétitivité accrue. Mais, il faut tenir compte des limites du modèle comme les risques et les difficultés de la production de biens manufacturés destinés à l'exportation, c'est à dire les produits destinés à l'exportation doivent satisfaire les besoins des consommateurs. Le taux effectif de protection très élevé des pays développés pour les produits concurrencés par les pays pauvres, en revanche les produits minerais sont exonérés de taxation.

On peut présenter ce processus d'industrialisation dans le schéma n°3. En effet, se stratégie consiste à produire des biens non traditionnels (pétrole brut) et en suite produire des

¹⁰ Raul Prebisch (1901-1986) économiste argentin, Secrétaire général de la CNUCED

biens intermédiaires plus élaborés pour les industries lourdes. Ses produits que l'industrie lourde procure vont être destinés sur le marché international.

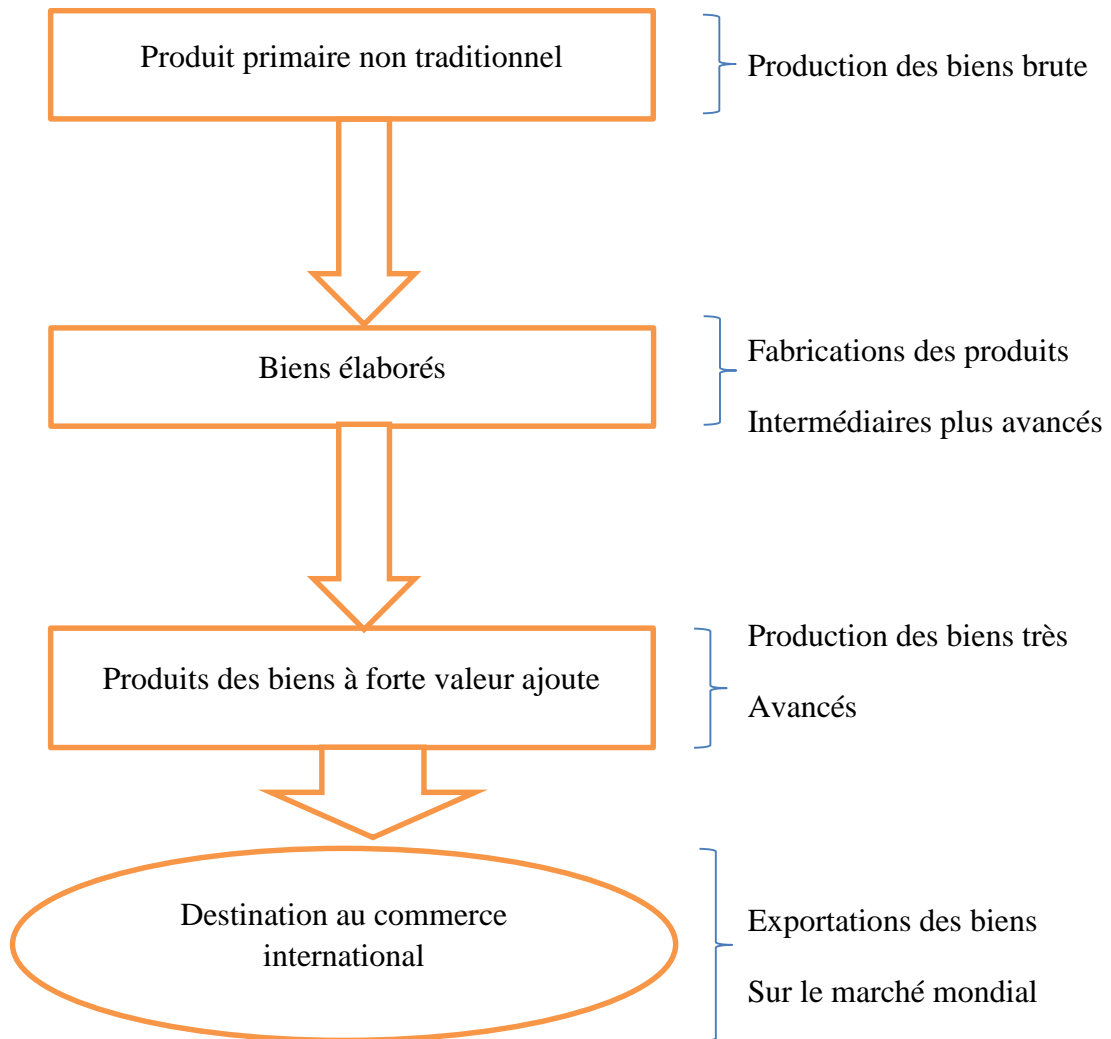


Schéma n° 3 : Procédure de la stratégie ISE

2.2.1 L'avantage de l'Industrialisation par Substitution aux Exportations

Selon les néoclassiques, cette stratégie apporte des avantages rentables aux pays concernés telle qu'un coût de production bas par rapport à une industrie protégée, les produits intermédiaires importés sont moins cher, l'accès au commerce international permet l'élargissement de la production nationale générant des économies d'échelle, des effets d'apprentissages et une compétitivité accrue, des gains de devises plus important à ceux procurés par les rentrées douanières.

Dans ce contexte favorable, les flux d'investissement notamment les IDE ont tendance à se renforcer et à avoir des effets favorables sur la croissance.

2.2.2 Les limites de l'Industrialisation par Substitution aux Exportations

Il faut tenir compte des limites de la stratégie : les risques et les difficultés de la production de biens manufacturés destinés à l'exportation, c'est à dire les produits destinés à l'exportation doivent satisfaire les besoins des consommateurs et le taux effectif de protection très élevé des pays développés pour les produits concurrencés par les pays pauvres, en revanche les produits minerais sont exonérés de taxation

Pour conclure, les stratégies d'industrialisation diffèrent selon les pensées des auteurs comme le degré d'ouverture au commerce international pour les néoclassiques ou de protection du marché interne développé par Gunnar Myrdal, le rôle plus ou moins important de l'Etat dans leur mise en œuvre ainsi que les objectifs à atteindre.

PARTIE II : ANALYSE DE L'ECHEC OU LA REUSSITE DES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION DANS LES PED

Pour que les PED veulent s'industrialiser et que l'économie soit indépendante des importations des produits manufacturés provenant d'autre mère, il faut qu'ils vont adoptés des stratégies d'industrialisations pour contribuer au développement durable. Ainsi, cette seconde partie opte sur la stratégie d'industrialisation au Brésil et à Madagascar.

Section 1 : LA STRATEGIE D'INDUSTRIALISATION EN AMERIQUE LATINE : CAS DE BRESIL.

La plupart des pays d'Amérique Latine va appliquer la stratégie d'industrialisation pour surmonter leur blocage structurel comme Brésil. Ce dernier applique dans son pays la substitution aux importations ce qu'on va analyser ci-dessous.

1.3 LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS

L'industrialisation par substitution d'importation (ISI) est apparue comme la résultante de mesures de politique économique destinée à lutter contre des situations de crise des échanges internationaux (Première Guerre mondiale, crise de 1929, Second Guerre mondiale) : dévaluations, protectionnisme et stockages des excédents. Ce n'est que progressivement que cette orientation a été théorisée, notamment par la Commission des Nations Unies pour l'Amérique Latine (CEPAL) comme une stratégie de développement.

Par la force de la crise mondiale le Brésil est alors conduit à entreprendre une politique de substitution à l'importation. La part du secteur d'exportation dans le PIB va ainsi fortement régresser, descend jusqu' ' à 8% au début des années 60. Parallèlement, la structure des exportations va se modifier très profondément, comme le montre le tableau n^o 1.

Le Brésil, sous le régime politique de *Getulio VARGAS*¹¹ président de la république applique le Modèle d'industrialisation par substitution à l'importation (ISI) en 1930. On distingue deux phases dans le processus d'ISI:

(i) substitution d'importations légères ou les industries de biens de consommation (produits alimentaires, boissons, textiles, habillement, chaussures), (ii) la phase de substitution d'importations lourdes dont les industries de biens intermédiaires, biens d'équipement et biens de consommation durables où l'intensité capitaliste, et l'échelle de production sont plus élevés.

Tableau n°1 : Taux de croissance du Brésil de 1965 à 1983

1965	1967	1969	1971	1973	1975	1977	1979	1981	1983
3,05	4,92	9,74	11,30	13,98	5,21	4,61	6,67	-4,39	-3,41

Source : Banque Mondiale (BM)

1.3.1 La phase de l'Industrie légères

Dans cette première phase, l'économie va s'intéresser sur le marché intérieur, ainsi le décollage d'une économie industrielle et agricole moderne a commencé dans les années 50.

En 1950-1964, il s'agit d'une période de croissance économique rapide (le produit intérieur brut croît à un rythme annuel moyen de 7%)¹² marquée par un processus d'industrialisation essentiellement fondé sur une stratégie de substitution d'importation. La poursuite de cette stratégie se fait au moyen d'instrument de politique économique reposer sur l'agriculture. Ainsi, le financement de ce processus d'industrialisation est facilement assuré par les devises étrangères engendrées par les exportations des produits agricoles. Début du milieu 19^{ème} siècle, l'économie de café est fortement développée avec le sucre et autres biens primaire (voir tableau n° 2).

¹¹ Getúlio Dorneles Vargas est un homme d'État brésilien, chef civil de la Révolution de 1930 qui mit fin à la Vieille République en renversant par un coup d'État son 13^e et dernier président Washington Luis. Getúlio Vargas fut par deux fois président du Brésil.

¹² B. BALASSA "Incentive policies in Brazil" world développement vol.7

Tableau n° 2 : Structure des exportations (en % du total)

	1956	1964	1970	1975	1981
Biens primaires	97	91	76,8	62,7	41,4
Café	59	53	35,8	10,7	7,6
Sucre	3	5	4,6	12,6	4,6
Soja	-	-	1,6	13,2	10,9
Autres produits primaires	35	33	34,8	26,2	18,3
Biens manufacturés	1	5	22,4	34,8	57
Biens semi-finis	-	-	9,1	7,4	8,5
Produits finis	-	-	13,3	27,4	48,4

Source : Banque Central du Brésil.

Début des années 60, l'économie Brésilienne commence à manifester des signes d'essoufflement. La poursuite du processus de l'ISI tend à impliquer de plus en plus de secteur à forte intensité de capital ce qui accentue le besoin de financement externe du pays. Parallèlement, il va produire des biens manufacturés avec l'application de la politique douanière. A la remontée de ces besoins, les coûts élevés de protection constituent des mesures discriminantes à désavantager les produits prévenant de l'extérieur. Or, l'obtention de licence d'exportation pour les produits locaux est soumise à un certain nombre de condition restrictive (la production exportée doit avoir un contenu de 70% brésilien) qui exerce un rôle dissuasif sur les exportateurs. En conséquence, le Brésil connaît, au cours de cette période une perte de vitesse sur le marché d'exportation (de 1960 à 1966, le volume des exportations n'accru que de 3,8% par an)¹³ au moment même où les besoins en biens d'équipements et biens intermédiaires importants se faisaient de plus en plus pressants.

Il s'agit bien là d'un "cercle vicieux de protectionnisme" les barrières protectionnistes conduisant à un ralentissement de la croissance des exportations qui entraîne un effort accru de substitution d'importation qui nécessite une évaluation du niveau des barrières protectionnistes. Ce processus cumulatif entraîne une détérioration de la situation économique au Brésil dont le taux de croissance du PIB n'est en moyenne au cours de la période 1963-1967, que de 3,5 % par an (voir tableau n°1).

¹³ B. BALASSA "Incentive policies in Brazil"

Donc, la recherche de débouchés pour ces biens d'équipement durables est nécessaire pour la poursuite du processus d'industrialisation, d'où le gouvernement procède à la promotion d'exportation à la fin des années 60.

1.1.2 Phase de l'Industrie lourde

Après avoir entamée la production des biens d'équipement, le président Juscelino Kubitschek¹⁴ (1960) a poursuivi la deuxième phase du processus d'ISI, c'est à dire promouvoir le marché extérieur dans la promotion des exportations.

La phase de promotion des exportations qui a suivi la seconde étape du processus d'ISI n'aurait cependant pas pris l'ampleur qu'elle a connue au cours de la période 1968-1974, si elle n'avait pas été accompagnée d'une mesure de libéralisation du commerce international et de politique incitative mise en place par les dirigeants brésiliens. Outre, la croissance économique qu'elle a engendré par cette phase de promotion a permis une diversification poussée la structure du commerce extérieure : diversification dans la composition des exportations dont la base industrielle c'est considérablement élargie au cours des 20 dernières années (Les produits industriels représentaient 2,9% des exportations totales en 1960 contre 57% en 1980) diversification marquée dans la composition des exportations brésiliennes de produits manufacturés.

Exemple : La production automobile par le Brésil (Source : ANFAVEA, Renault)

En 1952, Willys obtient l'autorisation d'une fabrication de Jeep et crée Willys do Brasil (WOB). Kaiser USA fait son entrée au Brésil en prenant une participation dans la WOB en 1953.

En 1953, Volkswagen s'installe au Brésil à son tour, grâce à l'accord pour fabriquer un VP (Coccinelle) et un VU(Combi), ainsi que Mercedes (camions et autobus). C'est l'époque des choix limités et contrôlés. Les importations tombent de 109502 unités en 1951, à 12598 en 1955. L'élection de Kubitschek en 1955 ouvre la voie au développement qui remplace la nationalisation de Vargas, mais réduit le rôle de l'Etat. On maintient des droits de douanes élevés sur les BU pour fermer le marché, et on accepte la majorité des candidatures pour créer une concurrence locale: General Motors, Ford, Chrysler, Mercedes, Daimler-Benz, DKV. L'objectif global de l'ordre de 300000 véhicules par an, principalement utilitaires (VP18%), vise à favoriser le développement économique du pays. L'intégration locale des fabrications

¹⁴ Juscelino Kubitschek de Oliveira, né le 12 septembre 1902 à Diamantina et mort le 22 août 1976 à Resendes, est un homme politique brésilien, président de la République du Brésil du 31 janvier 1956 au 31 janvier 1961.

devra passer de 50% en 1957 à 99% à la fin de 1961. Pour sa part, le marketing Renault table sur un marché VP de 120000 unités en 1961, dont 50% en bas de gamme, avec VW 25000, DKV 6000, Renault 30000. La croissance pourrait permettre d'écouler 50000 Dauphine en 1966. Comme Renault réserve ses ressources financières pour développer ses usines en France et limiter les sorties de devises, on recherche une solution minoritaire. Au Brésil, cette politique est totalement opposée à celle des concurrents (GM, Ford, Simca) qui possède 100% de leur filiale (VW 80%). Willys do Brasil est, en 1958, une société prospérée. Son capital se répartit à 56% pour Kaiser, et 44% à 25000 actionnaires brésiliens. Ses investissements approchent 27 millions de dollars (Ford 33 millions, GM 26 millions, VW 21 millions). Dirigée par une cinquantaine d'Américains, elle réalise de confortables bénéfices. Installée à San Bernardo, banlieue de Sao Paulo, l'usine assure près de 60% de la production brésilienne. Sa gamme, principalement utilitaire, couvrira le milieu de gamme avec l'Aero Willys (ex compact car US, Eagle). WOB recherche un accord pour disposer d'un bas de gamme.

Tableau n°3 : Production de véhicule au Brésil

	Production total	VP	% VP	WOB	Renault	Corcel	Ford (total en millier)
1960	135 078	37 843	-	39 029	7 510	-	19
1962	191 194	74 904	-	61 272	11 935	-	25
1964	183 721	94 741	-	56 227	-	-	12
1966	224 608	120 155	-	63 980	7525	-	14
1968	279715	185 908	-	-	-	4 594	69
1970	416 040	249 913	60,1	-	-	40 072	-
1972	609 470	409 140	-	-	-	60 947	119
1974	905103	531 839	-	-	-	66 742	176
1976	985 469	827 260	-	-	-	77 231	172
1978	1 062 209	923 627	-	-	-	84 647	157
1980	1 166 487	-	-	-	-	82 194	167

Source : ANFAVEA, Renault

"De 1966-1973 la valeur des exportations du produit manufacturé augmente au taux annuel moyen de 88,5%. Cette augmentation rapide des exportations, conjuguée à une amélioration des termes de l'échange, a permis à l'économie brésilienne d'accroître sa capacité à importer de façon assez substantielle avec seulement une augmentation modérée de sa dette extérieure, l'afflux de devises étrangères provenant non seulement des exportations accrues mais aussi des flux IDE".¹⁵

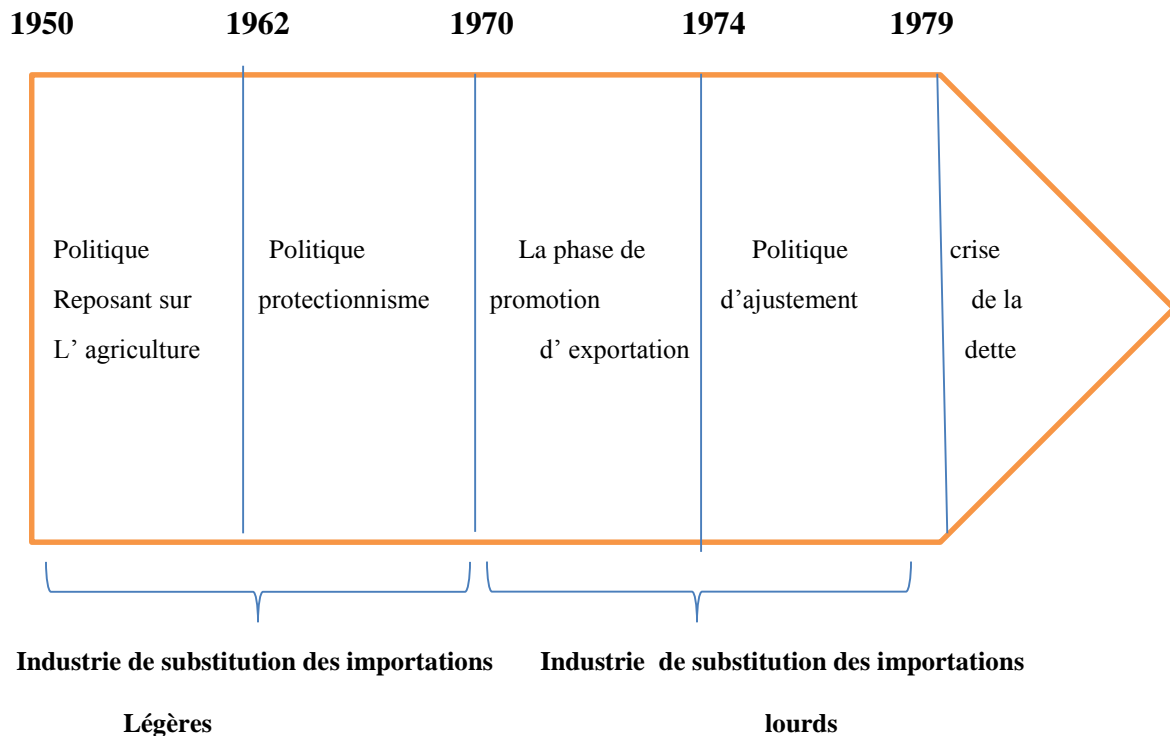
Enfin, pour la période 1975-1979, le Brésil a été touché par le choc pétrolier de 1973-1974. Il frappe l'économie brésilienne alors que celle-ci est au moment de son expansion. Fortement tributaire des importations de pétrole, le Brésil importe 80% du pétrole dont il a besoin. Et faisant face à une détérioration des termes de l'échange de près de 20%, le Brésil doit s'ajuster à la nouvelle situation économique internationale. C'est initialement par le biais d'une politique de contrôle des importations et d'emprunts extérieurs que le Brésil décide d'opérer les ajustements nécessaires. Cette politique s'avérant insuffisante, le gouvernement décide alors de stimuler les exportations au moyen d'avantages fiscaux et de crédit subventionné. Si bien qu'en 1977 la balance commerciale se trouve pratiquement équilibrée. Cette période d'ajustement 1974-1979 a été marquée par un rythme modéré d'accroissement de PIB (6,5% par an en moyenne sur cette période) et par un quadruplement du service de la dette (coefficient de service de la dette à 56,4% en 1978)¹⁶. La source essentielle de la croissance n'est plus au cours de cette période la production destinée à l'exportation mais la consommation intérieure.

Ces 20 ans d'industrialisation en autant de transformation accélérée qui ont le développement économique et social au sein de la société brésilienne. Finalement, la politique d'ISI a impulsé une forte croissance. De 1950 à 1980, une progression annuelle du PIB qui atteint 7% en moyenne et une augmentation du produit par tête de 4% en dépit d'une pression démographique. En particulier, l'approfondissement de l'ISI par le passage de la substitution des biens de consommation courante à celle des investissements et celle des biens de consommation durables réclame des importations d'input et de technologies relativement sophistiqué, non disponible localement, difficiles à produire, nécessaire à la production de ces biens.

¹⁵ B. BALASSA "Incentive policies in Brazil"

¹⁶ F. Z Jespersen, op, cit, tableau 14 p 44

Ainsi, on peut résumer dans le schéma ci-dessous les périodes de processus d'industrialisation en Brésil.



Source : conçu par nous même

Schéma n°4 : Processus d'industrialisation au Brésil

En bref, à la fin des années 70, le Brésil réussit son processus d'ISI, les étapes sont accomplies avec succès même si le boom pétrolier du 1973 a touché l'économie. Le gouvernement a su mettre en œuvre la politique de réajustement en 1974 pour faire face à cette crise de l'Or noir dont la principale ressource des industries innovant. D'où, cette réussite a permis au Brésil de la classer parmi les nouveaux pays industrialisés.

1.2 LA CRISE DE LA DETTE ET L'AJUSTEMENT STRUCTUREL

La fin des années 1970 fait apparaître le problème de la dette du tiers monde. Entre 1968 et 1980, elle est multipliée par 12 le service de la dette.

1.2.1 Les origines de la crise de la dette

Début du 1980, la crise de la dette s'amplifie, le Brésil se trouve en mode de cessation de paiement. Du fait de l'augmentation du taux d'intérêt du « fédéral réservé », beaucoup des pays ont du mal à payer leurs dettes auprès des institutions financières.

Cette crise a pour origine, le premier choc pétrolier de 1973 (prix de baril de pétrole a été multiplié par 4 et le prix des produits agricoles s'accru de 106%), le second choc pétrolier et boom monétaire. Le résultat se mesure en termes d'accroissement du volume de la dette extérieure et de ses charges. D'une part, la hausse de taux d'intérêt (voir tableau n°4) accroît le coût réel des dettes nouvelles et anciennes. D'autre part, le recours à l'endettement a été largement utilisé pour reporter les réformes et assurer le financement des industries brésiliennes. De plus, le choc pétrolier de 1980 a engendré le déficit important de la balance de paiement.

Tableau n°4 : L'impact de la croissance de taux d'intérêt

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Taux d'intérêt	7,2	8,3	7,5	7,1	5,4	5,9
Perte dû à la croissance du taux d'intérêt	2,8	3,7	3,9	3,4	3,9	33

Source : Finn Tarp, stabilisation structurelle. 1993. p 22

Pour remédier à cette crise, le Brésil va adopter un programme d'ajustement mené par l'Etat qui différencie le modèle d'ajustement structurel des institutions internationales.

1.2.2 Le programme d'Ajustement

Certains pays, en particulier en Amérique Latine, ont essayé de mettre en œuvre du programme d'ajustement en dehors de l'intervention des organisations internationales, en se fondant sur des approches théoriques différentes de celle de l'institution financière souvent baptisée une approche structuraliste. La mise en œuvre de ce programme s'inspire de ces approches avec de mesure en général beaucoup interventionniste que pour les ajustements réalisés dans le cadre d'accord avec le FMI.

Il s'agit d'une politique qui a pour objectif de geler les prix, de poursuivre la croissance, d'assurer une meilleure justice sociale, de réduire l'inflation et préalable au retour à l'équilibre. En ce sens, elle s'opposait à la politique d'ajustement structurel qui précipitait la crise, accentuait les inégalités dans l'espoir vain de diminuer la hausse des prix et de rétablir les grands équilibres. Mais les objectifs que le programme d'ajustement de l'Etat brésilien se donnait étaient strictement d'ordre interne, comme si l'influence de l'extérieur dans le développement de la spirale hyper inflationniste était inexistante.

Le succès immédiat du Plan, tant au niveau politique qu'économique, fera oublier que son succès final dépend de la manière dont sera résolue la dollarisation.

Certes, le gel de tous les prix, y compris les salaires, et la désindexation générale semblent supprimer la dollarisation puisque les titres ne sont plus indexés au cours du dollar et au niveau général de prix. Le problème semble être résolu par le problème ... Mais la dollarisation potentielle n'a pas disparu pour autant. L'indexation par rapport au niveau général de prix et par rapport au dollar peuvent redevenir nécessaire si les problèmes fondamentaux que l'économie brésilienne traverse ne sont pas durablement résolus. Or ces derniers ne peuvent se comprendre si on fait une omission de la dette et de ses effets.

A partir de la crise de la dette, le Brésil a changé complètement le rôle de l'Etat (privatisation des entreprises). En 1983-1986, le transfert de ressources financières¹⁷ pour un montant de 45,3 milliards de dollars ce qui correspond à 45% de la valeur de la dette à moyen et long terme enregistré au cours de l'année 1986, ce transfert a accru de 113% en 1987. D'où, ce transfert entraîne la solde de devise négative de 1,6 milliards de dollars en 1986.

Ainsi, la dette interne du Brésil a rapidement atteint des niveaux comparables à ceux de la dette externe comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau n°5 : Dette totale nette du secteur public brésilien

	Dette intérieure	Dette extérieure	Dette intérieure	Dette extérieure
	(en milliards de Dollars)		(en % du PIB)	
1982	38,5	47	20,7	25,2
1983	34,8	60	18,8	32,4
1984	42,3	72	20,8	35,5
1985	49,1	77	21,5	33,8
1986	58,4	84	23,4	33,6
1987	60,5	92	22,5	34,2
1988	68,6	84,3	24,5	33,1
1989	100,8	87,7	33,2	28,9

Source : C.Aubertin et C.Rifflart, 1990

¹⁷ Braga, José Carlos, cf. Supra, « L'instabilité structurelle du capitalisme brésilien... ».

Pour conclure, l'économie brésilienne a été gravement touchée par la crise de la dette, et qui entraîna le déficit important de la balance du paiement, le surendettement des industries publiques et l'existence de la hyper inflation. Afin de résorber cette crise, le Brésil va mettre en place une politique d'ajustement menée par l'Etat en 1984, cette politique est un grand succès, puisqu' à la fin de l'année 84, il y a une reprise de niveau de production industrielle après la récession en 1980 à 1983. On peut dire alors que, l'économie brésilienne est très fragile aux évènements extérieurs.

Section 2 : L'INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE: CAS DE MADAGASCAR

L'Afrique apparaît dans son ensemble comme les pays qui constituent une faible industrialisation et une faible insertion dans le commerce international. En effet, le continent souffre de retard industriel, contrairement aux pays occidentaux. La plupart des unités de production existantes est héritée du système colonial: il s'agit d'industrie extractive.

Or, le commerce international concerne l'exportation des produits manufacturés qui représente la part important. Dans les années 1950 à 1970, sa part dans les exportations mondiales est passée de 7% à 5%, puis de 5% en 70 à près de 2,3% en 2000¹⁸ tandis qu'elle détient les trois quart des matières premières de la planète.

Elle a perdu plus de la moitié des parts du marché mondial qu'elle détenait, mais ses exportations en volume n'ont pourtant pas régressé. Surtout celles de matières premières comme le pétrole, le gaz ou le minerais qui n'ont cessé d'augmenter, tandis que la part des produits manufacturés a baissé, elle occupe une place marginale dans le commerce international. Les raisons sont la faiblesse de la qualité de production des économies africaines et le flux d'investissements sur le continent, l'absence des infrastructures de transport.

2.1 LE DEVELOPPEMENT AUTOCENTRE DE MADAGASCAR

Obtenu l'indépendance en 1960, Madagascar met en place la stratégie de développement autocentré en 1964-1980. Cette stratégie menée consiste à rattraper les retards de développement économique de la grande île.

¹⁸ OMC, Statistique du commerce international, 2006

Pendant 20 ans, cette stratégie a traversé trois régimes politiques: le régime de Philibert TSIRANANA¹⁹ suit une stratégie d'ISI, le régime de Gabriel RAMANANTSOA²⁰ qui adopte la stratégie d'accumulation interne, le régime de Didier RATSIRAKA²¹ qui applique l'investissement à outrance ou le développement équilibré.

2.1.1 Politique introvertie de Tsiranana (1964-1972).

Madagascar a hérité des productions agricoles des colons avec le président Philibert TSIRANANA qui est à la tête de la première république en 1964. De ce fait, le gouvernement s'oriente vers l'économie d'ISI afin de réaliser une croissance économique rapide.

Tableau n°6 : Investissement et production

	1960	1971
Investissement en milliards de FMG	6,3	33,6
Coton en tonnes (Antsirabe)	2100	18700
Paddy en tonnes (Alaotra)	1200000	1870000

Source : imprimerie national de Madagascar

En effet, la mise en place de la stratégie nécessite des emprunts aux bailleurs de fonds. Finalement, il a obtenu 55 milliards de FMG attendus du secteur privé par le premier plan quinquennal, 27,2 seulement ont été investis entre 1964 et 1968. L'objectif a néanmoins été dépassé dans le secteur secondaire avec 12,44 milliards de FMG au lieu de 10,70²².

L'industrie reste embryonnaire malgré une hausse de sa valeur ajoutée qui atteint 33,6 milliards de FMG en 1971 contre 6,3 milliards de FMG en 1960, soit une progression

¹⁹ Philibert Tsiranana, né le 18 octobre 1910 et mort le 16 avril 1978 (à 67 ans), est un homme politique malgache. Il fut le premier président de la République malgache de 1959 à 1972.

²⁰ Gabriel Ramanantsoa, né le 13 avril 1906 à Tananarive et mort le 9 mai 1979 à Paris, est un militaire et homme politique malgache. Il est Premier ministre en 1972, puis chef d'État de la République de Madagascar de 1972 à 1975, lors de la « Transition militaire ».

²¹ Didier Ratsiraka dit Deba est un militaire et homme d'État malgache, qui fut par deux fois président de la République ; officier de marine de carrière et fondateur de l'Arema

²² Ferdinand Deleris op.cit. p23

annuelle moyenne de 15 %²³. C'est la branche de transformation qui en profite le plus. Dans les zones agricoles se développent des rizeries, des féculeries, des huileries, des sucreries et des conserveries. Sur les Hautes Terres, la cotonnière d'Antsirabe augmente sa production de coton-graine de 2 100 tonnes à 18 700 tonnes, tandis qu'est créée à Tananarive la Papeterie de Madagascar (PAPMAD), sur le port de Tamatave s'installe une raffinerie.

Cet essor permet la création de 300 000 emplois dans l'industrie dont les effectifs passent de 200 000 en 1960 à 500 000 en 1971.

En revanche, dans le secteur primaire, les initiatives du secteur privé ont été peu nombreuses. À cela plusieurs raisons : handicaps tenant au sol et au climat, aux difficultés de transport et de commercialisation. Sous la subordination de Tsiranana, il n'existe que trois axes ferrés : Tananarive-Tamatave avec un embranchement sur le lac Alaotra, Tananarive-Antsirabe, et Fianarantsoa-Manakara. Les 3 800 km de routes, bitumés pour 2 560 km d'entre elles, servent essentiellement à relier Tananarive aux ports. Elles laissent d'immenses régions isolées. Quant aux ports, médiocrement équipés, ils assurent un certain cabotage.

L'agriculture malgache est donc restée essentiellement de subsistance hormis dans certains secteurs pilotes comme la production de paddy (le riz non décortiqué) qui atteint en 1971, 1 870 000 tonnes contre 1 200 000 tonnes en 1960 (voir tableau n°6), soit une progression de 50 %.

L'autosuffisance alimentaire est alors quasiment réalisée. Chaque année, il est exporté entre 15 à 20 000 tonnes de riz de luxe dont le rapport de prix avec le riz ordinaire est alors de l'ordre de 2,3. Madagascar exporte également sa production de café laquelle passe de 56 000 tonnes en 1962 à 73 000 tonnes en 1971, et des bananes.

Or, avant d'entamer la première phase d'ISI, le régime a été reversé en 1972, succède par Ramanantsoa donc le changement de politique.

2.1.2 Stratégie d'accumulation interne de Ramanantsoa (1972-1975)

En mai 1972, après des protestations politico-sociales massives dirigées contre le président Philibert Tsiranana, ce dernier confie le 18 mai les pleins pouvoirs à Ramanantsoa qui devient Premier ministre du pays. Pour que l'économie ne retombe pas dans une situation

²³ Ferdinand Deleris op.cit. p2

désagréable, Ramanantsoa va mettre en exécution sa stratégie orientée sur le socialisme et la Malgachisation²⁴ de l'économie, éducation, En 1973, Madagascar sort de la zone franche.

Le principe stratégique est ici celui de la concentration des forces. D'une manière générale, les stratégies de spécialisation sont mises en œuvre dans le cadre d'un processus de croissance interne de l'entreprise bien que, parfois, certaines opérations de croissance externe (rachat de concurrents, partenariats) peuvent également entrer dans ce cadre. La stratégie d'accumulation se caractérise : d'une part par une extension géographique de ces activités et d'autre part par l'adaptation régulière des produits ou des services aux besoins réels du consommateur. Malheureusement, cette politique n'a pas eu naissance faute de manque d'investissement, d'où l'économie est en difficulté, la croissance du PIB est négative de 1,26 en 1972. En 1975, la grande île est sous le régime Didier Ratsiraka qui entame le mirage de l'investissement à outrance²⁵.

2.1.3 Le mirage de l'investissement à outrance de Ratsiraka

En 1975, Madagascar entama ensuite une ère nouvelle de son histoire moderne avec l'avènement de la deuxième République et du régime socialiste que prônait le dirigeant de l'époque, Didier Ratsiraka.

Le pays a de nouveau, traversé deux phases de développement économique de 1975 à 1980. La malgachisation, conséquence inéluctable des mouvements de révolte populaire de 1972 aboutit rapidement à une nationalisation massive et à une étatisation presque complète de l'économie. Mais cette politique, menée dans un processus brutal, n'a pas permis le décollage économique tant attendu.

Au contraire, elle s'est soldée par un énorme retard, notamment en termes d'investissement et l'économie est entrée dans une longue phase stagnante. De 1978 à 1980, l'Etat tente de rattraper ce retard en mettant en œuvre une politique d'« investissements à outrance », consistant à investir dans tous les domaines.

Par exemple :

- la Société d'Etat JIRAMA assure la production, le transfert et la distribution de l'eau et de l'énergie électrique.

²⁴ Malgachisation signifie que tous les Domaines éducation, culturel, social et économique seront malgachisés en 1973

²⁵ Investissement outrance signifie la croissance équilibré, L'Etat investi dans tout le domaine.

Tableau n°7 : Production de l'électricité

	1975	1985
Production de l'électricité (en millions de KWh)	245,8	407

Source : Guide de l'investisseur p.25

➤ L'industrie de Textile (filature, tissage, impression, confection, bonneterie) :

La production textile représente environ 15% de la production industrielle Malgache.

Tableau n°8 : Production Textile dans le secteur secondaire

	1984	1985	1986	1987	1988
Textile (en millions Fmg)	25,8	24,4	25,2	24,0	22,2

Source : MAPS Report, 1991

Or, l'application de l'investissement outrance a entraîné le surendettement de la grande île. En 1980, le pays est en état de cessation de paiement, la pauvreté augmente de plus en plus, la politique menée n'a pas résolu les problèmes économiques et sociaux.

Enfin, les stratégies menées n'ont que causé la perte de l'économie Malgache, la balance du paiement se détériore ; l'inflation continue de s'aggraver ; les dettes extérieures contractées augmente et n'apportent pas de résultat favorable au développement ; le taux de croissance du PIB national fluctue voir même négative en 1972 et 1979²⁶ . La stratégie de développement autocentré constitue donc un échec pour le pays.

La raison est simple, à chaque changement de régime, le gouvernement change son politique d'investissement dans le secteur d'activité. De plus, le début du tournant libéral de l'institution financière internationale commence qui est le programme d'ajustement structurel.

²⁶ Jenn- Neyert(2006), Taux de croissance de la production rizicole et du PIB national

2.2 PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Sous l'influence du second boom pétrolier²⁷ et du choc monétaire²⁸, les PED sont dans la crise de la dette. En effet, pour remédier cette crise, les institutions financières internationales ont préconisé un programme d'ajustement en 1980. Cet ajustement vise à supprimer les distorsions liées à l'intervention de l'Etat et faire jouer les lois de marché tant au niveau externe qu'au niveau interne.

2.2.1 Définition et objectif à atteindre.

L'ajustement structurel peut être défini « stricto sensu » comme l'ajustement durable de la balance des paiements obtenu au moyen d'une adaptation des structures économiques (principalement des structures de production), c'est à dire autrement que par une réduction de la croissance économique ou par un accroissement excessif aux capitaux extérieurs.

Les politiques d'ajustement structurel ont pour objectif général de rétablir et de maintenir la viabilité à court terme des paiements d'un pays membre par des politiques de gestion de la demande. Par ailleurs, ces politiques visent également à modifier à moyen terme les structures et la politique d'un pays assisté afin de l'insérer d'une façon maximale au commerce mondial. Les objectifs intermédiaires visés par ces programmes d'ajustement structurel sont de restreindre la demande intérieure globale et de stimuler l'offre. Pour ce faire, différentes mesures sectorielles et institutionnelles sont mises en œuvre depuis le début des années quatre-vingt.

En effet, les pays qui se sont lancés dans ce programme se caractérisent par:

- Une déséquilibre macro-économique : un déficit durable du compte courant de la balance de paiement, un déficit budgétaire important, un taux d'inflation élevé, déséquilibre micro-économique, des barrières à la concurrence sur les marchés intérieurs et au niveau commerce extérieur. La stabilité économique qui exige de ramener la demande globale à un niveau compatible avec la disponibilité en devise et la capacité productive du pays afin de lutter contre l'inflation d'où rigueur budgétaire et rigueur monétaire.
- Inefficiency : les programmes doivent s'attacher à favoriser les gens de productivité dans le secteur public et dans les institutions privés, exposer les productions à la

²⁷ Début 1980, le deuxième choc pétrolier qui a bouleversé l'économie mondiale.

²⁸ La banque centrale Américaine décide de remonter le taux d'intérêt directeur

concurrence locale et internationale et enfin développer les actions de l'Etat en faveur des industries.

- La croissance accélère : si les performances du secteur des exportations s'améliorent, les nouvelles structures économiques favorisent les secteurs d'activités ayant un avantage comparatif.

2.2.2 Le résultat du programme d'Ajustement

Les résultats macro-économiques et financiers enregistrés avec l'exécution du programme ont été encouragés au cours de la période 1988-1990 mais nettement moins bons au cours de la période 1991-1993 comme le montre le tableau suivant :

Tableau n°9 : Résultats macro-économiques et financiers du programme 1988-1993

	1988		1989		1990		1988 - 1993	
	P	R	P	R	P	R	P	R
Croissance réel du PIB (%)	2,8	3,4	3,5	4,1	3,7	3,1	3,6	1,26
Taux d'inflation (%)	-	21,2	-	12	-	11,4	-	14
Déficit Budgétaire (%)	-	-10,3	-	-12,6	-	-7,8	-3	-10,78
Taux d'investissement (%)	14,4	13,3	14,4	13,4	14,4	17	-	-
Déficit de compte courant (en millions Dollar)	-332	-264	-418	-216,3	-425	-411	-	-

Source : Rapport d'évaluation pour les prévisions et Banque Mondiale pour les réalisations.

P* : Prévision

R* : Réalisation

Grâce à une performance remarquable de l'économie en 1988 (3,4%) et 1989(4,1 %) mais dans une moindre mesure en 1990 (3,1 %), le taux de croissance économique réelle s'est établi en moyenne à 3,5 % au cours des trois premières années d'exécution du programme proche du taux objectifs de 3,6 %. Cet essor économique a résulté d'une reprise générale des activités dans le secteur tertiaire avec plus de 4 % de croissance annuelle et d'une forte augmentation de la production agricole en 1989 suite aux conditions climatiques favorables et aux mesures incitatives mises en œuvre.

En revanche, la baisse générale du niveau d'activité économique dans le pays suite à la grève prolongée des travailleurs pendant neuf mois au cours de l'année 1991 et la suspension de l'application du programme par les autorités ont entraîné une régression importante de l'économie en 1991 (-6,8 %). La timide reprise amorcée en 1992 avec un taux de croissance de 1 % et la confirmation, en 1993, de cette tendance positive de l'évolution de l'économie (2,1 %) n'ont pas suffi à enrayer les conséquences de la chute de la croissance en 1991 de sorte que sur l'ensemble de la période 1988-1993 le taux de croissance n'a pas dépassé 1,2 % contre le taux objectif de 3,6 % et face à un accroissement démographique de 2,8 % par an.

Le taux d'inflation enregistré en 1992 était de 12,6 % contre l'objectif de 6 % fixé dans la même année. Bien qu'il ait marqué un recul par rapport aux niveaux de 21,2 % en 1988 et de 14,4 en 1991, ce taux de 12,6 % est resté nettement élevé par rapport à l'objectif du programme. Cette inflation a été certes alimentée par les ajustements monétaires successifs mais aussi et surtout par la politique budgétaire et la politique laxiste de crédit. En effet, le déficit budgétaire qui a représenté en moyenne 10,2 % du PIB pour la période 1988-1990 contre l'objectif de 3 % et de 11,3 % pour la période de 1991-1993, a été financé en partie grâce au recours au système bancaire. La position nette du Gouvernement s'est en effet détériorée sérieusement atteignant 683,287 milliards FMG en 1992 contre 316,54 milliards FMG en 1989. L'expansion du crédit s'est faite à un rythme annuel de 16,5 % et celle de la masse monétaire au taux annuel de 19,8 % contre un taux de croissance économique normal de 13 % en moyenne par an. S'agissant des emplois du PIB au cours de la période d'exécution du programme, si aucun objectif n'a été fixé pour la consommation, par contre, le taux d'investissement était censé être de 14,4 % en moyenne par an durant la période 1988-1990 et 14,7 % pour la période 1991-1992. A l'exécution, l'effort d'investissement a été soutenu à un taux moyen de 14,5 % conforme au programme durant 1988-1990. Mais cet effort s'est relâché pendant la seconde période et s'est chiffré à 8,2 % en 1991, 11,3 % en 1992 et 12,3 % en 1993 contre un objectif de 14,7 %.

En globalité, la stratégie d'industrialisation adoptée par le pays est échue. À chaque changement de régime politique, le mode d'investissement se modifie. En 1980 suite à la crise de la dette, la grande île est obligée d'adopter le Programme d'Ajustement Structurel préconisé par les Institutions financières Internationales qui ont pour objectif de résorber la crise. Or, l'application de ce programme a aggravé la situation économique, et sociale du pays, de même pour l'industrie qui est le moteur essentiel du développement.

En guise de conclusion, le début des années 80, l'économie des PED et les NPI subissent un grand changement, l'ère du régime purement libéral commence. Chaque PED membre des instituts financiers internationaux doit mettre en place un programme d'ajustement structurel pour remédier la crise des dettes.

CONCLUSION

Dans cette étude sur la relation de stratégie d'industrialisation et développement, on constate que l'industrialisation occupe une place importante dans le développement économique. L'enchaînement d'un développement durable correspond à un ensemble de modification structurelle de l'économie agricole à l'économie de produit manufacturé.

L'industrialisation exerce des effets entrainement puissants sur l'ensemble des activités en particulier par sa consommation intermédiaire comme l'agriculture et les services. Elle crée de l'emploi et de la valeur ajoutée. Elle possède aussi un pouvoir fortement structurant sur la diffusion de l'innovation technologique à l'ensemble de l'économie.

Depuis 1950, la stratégie d'industrialisation prend une place majeure pour chaque pays en voie de développement comme Madagascar et le Brésil, mais pour ce dernier, c'est bien longtemps qu'il entama la stratégie de développement.

Ces deux pays qui ont la même performance agriculture mais non pas le même résultat. Pour Madagascar, la stratégie sur le développement autocentré n'a que cause une lourde perte. Par contre pour Brésil, sa stratégie d'industrialisation a vraiment contribué à son développement durable, et qui l'a classé parmi les nouveaux pays industrialisés(NPI).

Vers la fin des années 1970, la stratégie du développement adoptée par les PED et les NPI va subir de nombreux échec. Mais en 1980, les PED ont subi de lourde perte à cause du second choc pétrolier du pays exportateur de l'or noir et le boom monétaire par le fédéral réservé en Amérique. Cette crise a donné naissance au programme d'ajustement structurel préconisé par les institutions financières internationales et qui a changé radicalement l'ère du développement mondial en économie purement libéral dans les PED. Or, cet ajustement a freiné l'évolution de la production interne du pays, la situation sociale est dégradée.

Inévitablement, le développement est soutenu par la stratégie d'industrialisation qui est une condition nécessaire au pays en voie de développement. C'est aussi une partie de croissance. Cependant, ces stratégies ont des limites au niveau interne qu'externe. Chaque pays cherche des modèles de développement, mais quel modèle doit-on chercher ?

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLE

- Philippe D, 2008, Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, p 485-489
- FAO, déc. 1994, Madagascar-rapport d'achèvement du programme d'ajustement structurel phase 1, p 20

OUVRAGE ET MANUELLES

- SYLVIE B, tiers Monde, 1989, Controverse et réalité,
- AHMED A, VALETTE A, REVUE DU TIERS-MONDE : Industrialisation et développement, TOME XXIX-N 115, p 991-1005.
- ALAIN A et MAXIM G, 1972, Développement industriel, vol 13, p 225-227
- BM, 1995, Madagascar nouveaux horizons : stratégie pour une croissance tirée par les exportations du secteur privé.
- Imprimerie national de Madagascar, 1971, Cahier bleu – souvenir.
- RAKOTOMAVO J, 1990, Guide de l'investissement
- RAFINOT M, 1991, Dette extérieure et ajustement structurel

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES	
ACRONYMES	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES SHEMAS	v
GLOSSAIRE	vi
INTRODUCTION	1
PARTIE I : APPROCHE THEORIQUE DES STRATEGIES	
D' INDUSTRIALISATION	3
Section 1 : LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT AUTO-CENTRE.....	3
1.1 L'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION AUX	
IMPORTATIONS (ISI).....	3
1.1.1 Les avantages de l'ISI.....	6
1.1.2 Les limites et les critiques de l'ISI	7
1.2 LES INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES.....	8
1.2.1 Avantages de la stratégie des industries industrialisantes	10
1.2.2 La limite des industries industrialisantes	10
Section 2 : LE DEVELOPPEMENT EXTRAVERTI.....	11
2.1 L'EXPORTATION DE PRODUIT PRIMAIRE.....	11
2.1.1 Les avantages de l'exportation de produit primaire.....	12
2.1.2 Les limites de l'exportation des produits primaire.....	12
2.2 L'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION DES	
EXPORTATIONS (ISE).....	13
2.2.1 L'avantage de l'Industrialisation par Substitution	
aux Exportations	14

2.2.2 Les limites de l'Industrialisation par Substitution aux Exportations.....	15
--	----

**PARTIE II : ANALYSE DE L'ECHEC OU LA REUSSITE DES
STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION DANS LES PED.....16**

Section 1 : LA STRATEGIE D'INDUSTRIALISATION EN AMERIQUE LATINE :
CAS DE BRESIL.....16

1.4 LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION
AUX IMPORTATIONS.....16

1.1.1 La phase de l'Industrie légère17

1.1.2 Phase de l'Industrie lourde.....19

1.5 LA CRISE DE LA DETTE ET L'AJUSTEMENT STRUCTUREL.....22

1.2.1 Les origines de la crise de la dette.....22

1.2.2 Le programme d'ajustement.....23

Section 2 : L'INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE:

CAS DE MADAGASCAR..... 25

2.1 LE DEVELOPPEMENT AUTOCENTRE DE MADAGASCAR..... 25

2.1.1 Politique introvertie de Tsiranana (1964-1972) 26

2.1.2 Stratégie d'accumulation interne de Ramanantsoa.....27

2.1.3 Le mirage de l'investissement à outrance de Ratsiraka.....28

2.2 PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL.....30

2.2.1 Définition et objectif à atteindre.....30

2.2.2 Le résultat du programme d'Ajustement.....31

CONCLUSION.....34

BIBLIOGRAPHIE.....VII

TABLE DES MATIERES.....VIII

RESUME

Auteurs : - Mlle RAVOMANANA Jeanne Asth line N  335
- Mr. RAZAFIMANANTSOA Santatry Ny Aina Hoseah N  337
- Mr. RAZAKANIRINA Hubert Armand N  338
- Mr. RAZAMPANJATO Belanonana Andrianirina Marson N 339

Titre : LA STRATEGIE D'INDUSTRIALISATION DANS LES PAYS
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT EN 1950-1990

Nombre de pages : 34

Tableaux : 9 Schéma : 4

Contact du premier auteur : razakanirinahub@gmail.com ou 0327899105

Adresse du premier auteur : SOS village d'enfant Vontovorona

Résumé

Les stratégies d'industrialisation sont considérées comme un moyen de remédier les blocages entravant le développement des Pays en voie du développement. Est que ces stratégies contribuent-elles au développement des PED ? Le développement autocentré peut être appliqué par une industrialisation par substitution aux importations (ISI) et par une industrie industrialisante et aussi le développement extraverti peut être effectué à l'aide d'une promotion de l'exportation et une substitution aux exportations. Cette stratégie nous a permis d'analyser le cas de Madagascar et le Brésil pratiquant l'ISI. Le résultat a montré qu'il existe un échec pour Madagascar avec la solution proposée par les institutions financières s'agissant le programme d'ajustement structurel et la réussite pour le Brésil mais une défaillance à cause de boom pétrolier et le choc monétaire d'où la pratique de la politique d'ajustement menée par l'Etat. En globalité, la stratégie d'industrialisation contribue au développement des pays du tiers monde.

Mots clés : Industrialisation, développement, ajustement, austérité, boom pétrolier, choc monétaire

Encadreur : Madame Domoina RAMANANTSEHENO, Maitre de conférences

Examineur : Madame Holimalala RANDRIAMANAMPISOA, Maitre de conférences